

Le lobby des compagnies aériennes a réussi à imposer la non-distanciation à bord des avions



Laisser un siège vide entre chaque passager engendrerait "*des augmentations drastiques de coûts*", affirme l'Iata, qui regroupe 290 compagnies aériennes. Le taux de remplissage maximum des avions tomberait "*à 62%, en dessous du seuil de rentabilité (d'un vol) de 77%*", prétend-t-elle, pointant le risque de faillites.

La distanciation physique à bord des avions ne serait donc pas financièrement viable, ce qui ajouterait aux difficultés du secteur.

Par rapport à une année traditionnelle, le coronavirus pourrait réduire de 1,2 milliard le nombre de passagers dans le ciel d'ici, selon l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Si elles étaient imposées, les mesures de distanciation physique à l'intérieur des avions pourraient "*profondément modifier les fondamentaux économiques*" du secteur et mener à une augmentation drastique du prix des billets. Les tarifs des billets pourraient alors augmenter de "*43 à 54 %, selon les régions, juste pour*

couvrir les coûts" opérationnels, estimait l'Iata.

Une compagnie américaine, Frontier, a entrepris de facturer la distanciation sociale à ses clients. Contre 39 dollars, son option "More Room" ("+ de place") permet désormais aux voyageurs craignant de contracter le Covid-19 lors d'un vol de s'assurer que le siège à côté d'eux restera vacant.